



CHS-CT du 28 mai 2013

Déclaration liminaire des représentants CGT

Monsieur le Président,

Cette réunion du CHS-CT s'ouvre sur de sombres perspectives et dans le contexte général particulièrement délétère d'une affaire d'Etat qui menace de déboucher sur la plus grave crise politique que le pays ait connue depuis des décennies. Nous ne pouvons passer sous silence le fait que l'autorité politique suprême de notre propre administration, l'ancien ministre du Budget, se trouve mis en accusation des plus graves délits que sa propre administration est censée combattre : la fraude fiscale, la corruption, et la dissimulation de capitaux dans des paradis fiscaux.

Comment ne pas ressentir, dans ce contexte, comme une provocation que l'administration n'ait rien trouvé de plus urgent que de venir rappeler à tous ses agents, convoqués en toute hâte en séances de formation, leurs « obligations déontologiques », non sans nous menacer des pires sanctions à la moindre peccadille ?

Au-delà de l'écœurement et de la colère ressentis par tous nos collègues, à juste titre, et que nous partageons sans réserve, nous voulons ici vous interpeller face aux inquiétudes légitimes qu'éprouvent l'ensemble des agents.

Les agents ont à faire face à nombre de manifestations de défiance et d'indignation des usagers, qui les tiennent trop souvent pour co-responsables des actions des politiques révélées par la presse. Quand ce ne sont pas le discrédit et les actes d'hostilité voire d'agressions contre nos collègues.

En cette période de campagne d'impôt sur le revenu 2013 durant laquelle des millions de contribuables se sont rendus dans nos locaux, nos collègues ont été confrontés à des actes de colère de personnes excédées par la conjonction de la révélation des scandales « en haut », alors qu'eux mêmes « en bas » sont aux prises avec les pires difficultés, y compris pour s'acquitter de leurs obligations fiscales, toujours plus lourdes.

Comment croire un seul instant les discours mensongers de ceux qui disent blanc en haut et qui font noir en bas. « Donner l'exemple » ce ne devrait pas être serrer encore plus la ceinture de vos agents, Monsieur le Président, eux qui, dans des conditions d'adversité particulièrement rudes, mais avec probité, conscience et dévouement, font face à leurs missions et s'efforcent de les accomplir en dépit des conditions de travail déplorables, de la baisse de leurs rémunérations, et d'une charge de travail en hausse constante du fait de la saignée des effectifs.

Nous ne laisserons pas les agents être les victimes expiatoires de ces coupes budgétaires intolérables. Nous conseillerons à tous de ne pas accepter de travailler dans la misère et le délabrement, car c'est pour nous une question de dignité et de défense de l'intégrité physique et morale des agents. Et nul doute que la honte de la misère de nos services, que nous éprouvons bien souvent devant les contribuables, rejaillira sur les décideurs de cette administration.

Mais surtout qui peut croire, Monsieur le président, que c'est avec de tels moyens, déjà dérisoires, et que vous entendez tailler encore beaucoup plus largement, que l'on peut oser affirmer sans honte que « la lutte contre la fraude est la priorité ».

Comme le dit le proverbe : « On peut mentir à certains tout le temps. On peut mentir à tout le monde parfois. Mais on ne peut pas mentir à tout le monde tout le temps ».

Ce que vous entendez nous imposer ici, nous le disons avec force, ce n'est même pas l'austérité, c'est la misère.

C'est inacceptable ! Mais ne croyez surtout pas que nous nous en tiendrons aux paroles. Les agents nous trouveront à leurs côtés, chaque jour, pour combattre pied à pied pour des conditions de travail dignes ce qui passe notamment par la dotation de moyens normaux pour exercer nos missions.

La question reste celle des moyens à mettre en oeuvre pour sortir des ornières de cette dégradation continue des conditions de vie au travail, le temps des constats est largement dépassé, ce qu'attendent aujourd'hui les agents, ce que portent les syndicats et tout particulièrement la CGT FINANCES PUBLIQUES, c'est qu'on mette fin à une politique de réduction drastique des moyens et des emplois qui constitue la cause centrale de la situation.

Cela semble mal parti ; le 1er Ministre demande de trouver 5 nouveaux milliards d'économies ; on se dit que si l'on voulait rendre les services, déjà bien abîmés, complètement exangues on ne s'y prendrait pas autrement !

La CGT-F P, ne participera d'aucune manière à une démarche de dialogue sur ces bases, le quotidien des collègues devenant de plus en plus insupportable ! Le Directeur général a beau jeu de multiplier les messages aux OS pour afficher sa volonté de mener un dialogue social de qualité, Pour la CGT, la seule question qui vaille c'est de savoir de quoi et comment on discute et que les revendications des personnels soient prises en compte.

Lors de ce CHS-CT, sera abordé notamment le rapport du Médecin de Prévention ... Pour la nième fois, le rapport est alarmiste ; pour la nième fois, nous vous demanderons de vous exprimer sur la situation fortement dégradée de la santé des agents du département ! Une fois de plus, notre Médecin démontre la relation entre dégradation de la santé des personnels et souffrance au travail ! Vous ne pourrez pas ne pas vous exprimer une nouvelle fois sur ce point.

Bref nous connaissons le diagnostic, il est grand temps de s'occuper du traitement ! La « démarche stratégique », les mesurette du Plan annuel de prévention ne sont pas des réponses aux revendications des agents ; ce ne sont que des cataplasmes sur une jambe de bois !

Nous vous demandons donc une nouvelle fois solennellement, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les représentants de l'Administration, de vous exprimer publiquement devant les personnels pour les informer des mesures que vous comptez mettre en place pour assumer vos responsabilités en matière de préservation de leur santé.

Si tel n'était pas le cas, et si un accident majeur venait à survenir, ce que personne ne souhaite bien entendu, la CGT affirme également de manière tout à fait solennelle qu'elle mettra tout en œuvre pour mettre en évidence et faire reconnaître votre faute inexcusable.